

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947**

52 (17.1.1947)



# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
GOUVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements, Décisions réglementaires  
Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen,  
Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
Amtl. Veröffentlichungen, Öffentl. Zustellung

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, Hôtel Badischer Hof, Baden-Baden

Abonnement : 25 numéros, 10 Marks.  
Annonces légales : 3 pfg la ligne.

Abonnement : 25 Blätter : 10 M.  
Öffentliche Zustellung die Zeile 3 Pfg.

Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue

Jeder Reklamation ist das letzte Streifband beizufügen

## SOMMAIRE

	Pages
Avis aux Abonnés . . . . .	535
Ordonnances, Arrêtés et Décisions du Commandement en Chef Français en Allemagne	
Ordonnance No 77 en date du 6 Janvier 1947 relative à la création d'un office de Chasse et de Pêche dans la Zone Française d'Occupation . . . . .	536
Arrêté No 193 de l'Administrateur Général en date du 6 Janvier 1947 instituant auprès de la Direction des P. T. T. du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation un Service Central Allemand des Postes et Télé-communications de la Zone Française d'Occupation . . . . .	537
Arrêté No 194 de l'Administrateur Général en date du 11 Janvier 1947 portant création d'une Ecole Supérieure d'Administration . . . . .	538
Arrêté No 195 de l'Administrateur Général en date du 11 Janvier 1947 portant création d'un Institut d'Interprètes . . . . .	540
Annonces Légales . . . . .	542

## INHALT

	Seite
MITTEILUNG AN DEN ABONNENTEN . . . . .	535
Verordnungen, Verfügungen und Anordnungen des Commandement en Chef Français en Allemagne	
VERORDNUNG Nr. 77 vom 6. Januar 1947 über Errichtung eines Jagd- und Fischerei-Amtes in der Zone Française d'Occupation . . . . .	536
VERFUGUNG Nr. 193 des Administrateur Général vom 6. Januar 1947 über Errichtung eines deutschen Zentral-, Post- und Fern-Amtes der französischen Besatzungszone bei der Direction der P. T. T. du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation . . . . .	537
VERFUGUNG Nr. 194 des Administrateur Général vom 11. Januar 1947 über Errichtung einer Höheren Verwaltungsakademie . . . . .	538
VERFUGUNG Nr. 195 des Administrateur Général vom 11. Januar 1947 über die Errichtung einer Dolmetscher-Hochschule . . . . .	540
AMTLICHE Veröffentlichungen — Öffentliche Zustellungen . . . . .	542

## AVIS AUX ABONNÉS

Le numéro 50 du Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne termine la deuxième série de cette publication.

Le montant de l'abonnement de la troisième série (Numéros 51 à 75) soit 10 Marks par abonnement doit être envoyé par tous les abonnés allemands (administrations publiques et particuliers) avant le 31 Janvier 1947, au Journal Officiel, Hotel Badischer Hof, Baden-Baden.

Le montant peut être également viré au compte du Journal Officiel No. 17.880 à la Deutsche Bank, Filiale Baden-Baden.

Les abonnements non payés au 31 Janvier 1947 seront recouvrés par la poste.

## Mitteilung an die Abonnenten

Nr. 50 des Amtsblatts des Französischen Oberkommandos in Deutschland schließt die zweite Serie dieser Veröffentlichung ab.

Der Abonnementspreis der dritten Serie (Nr. 51—75) im Betrage von 10 Mark für das Abonnement ist von den deutschen Abonnenten (öffentlichen und privaten Verwaltungen) bis zum 31. Januar 1947 an das Journal Officiel, Hotel Badischer Hof, Baden-Baden, einzusenden.

Der Betrag kann auch auf das Konto des Journal Officiel Nr. 17 880 bei der Deutschen Bank, Filiale Baden-Baden, überwiesen werden.

Die bis zum 31. Januar 1947 nicht bezahlten Abonnementsbeträge werden durch die Post eingezogen.



## ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

## ORDONNANCE No 77

relative à la création d'un Office de Chasse et de Pêche dans la Zone Française d'Occupation.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Vu l'ordonnance No 8 du Commandant en Chef réglementant l'exercice de la Chasse dans la Zone Française d'Occupation,

Vu l'ordonnance No 31 portant modification de l'ordonnance No 8 réglementant l'exercice de la Chasse dans la Zone Française d'Occupation,

Vu l'ordonnance No 32 du Commandant en Chef instituant une Commission Supérieure de la Chasse,

Le Comité Juridique entendu :

## ORDONNE :

ART. 1er. — Il est créé en Zone Française d'Occupation, un Office de la Chasse et de la Pêche, établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

ART. 2. — Les droits de Chasse réservés par l'Ordonnance No 8 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 18 Septembre 1945 ainsi que les droits de pêche relativement aux ressortissants français sont dévolus provisoirement à cet Office sur l'ensemble du territoire de la Zone Française d'Occupation.

ART. 3. — L'Office est chargé :

1. d'entretenir et de gérer les Chasses et les Pêches de la Zone Française d'Occupation,
2. d'assurer la police de la Chasse et de la Pêche,
3. de lotir les territoires et louer les droits de chasse et de pêche entre les utilisateurs dans des conditions qui seront fixées par la Commission Supérieure de la Chasse, approuvées par le Général Commandant en Chef Français en Allemagne.

ART. 4. — Les recettes de l'Office se composent :

1. des droits afférents aux permis de chasse et de pêche,
2. du prix de location des territoires lotis et des droits loués,
3. du montant des amendes qui pourront être perçues en matière de délits de chasse et de pêche,
4. d'une taxe sur la vente des cartouches dont le montant sera fixé annuellement par une décision de l'Administrateur Général sur proposition de la Commission Supérieure de la Chasse,
5. des produits des ventes éventuelles telles que celles de gibier vifs ou morts, de poissons et qui pourraient être faites pour le compte de l'Office.

ART. 5. — Toutes les dépenses relatives à l'exécution des mesures qui incombent à l'Office, seront à la charge de son budget et payées sur le fond des recettes précédemment définies.

Les résultats de la liquidation de l'Office seront imputés, au budget des Länder, au prorata des surfaces respectives de chasse de chaque Land.

ART. 6. — L'Office est administré par un Conseil d'Administration dont les membres sont désignés par le Général Commandant en Chef Français en Allemagne sur proposition du Président de la Commission Supérieure de la Chasse.

ART. 7. — Les comptes de l'Office seront soumis périodiquement au Conseil d'Administration sous signature du Président du dit Conseil.

Un Contrôleur Financier sera désigné par le Général Commandant en Chef Français en Allemagne. Il sera chargé de vérifier la régularité des dits comptes, et de faire un rapport spécial au Conseil d'Administration lors de chaque reddition de comptes.

ART. 8. — Les Sociétés de Chasse actuellement existantes sont dissoutes. Leur liquidation sera effectuée par l'Office.

ART. 9. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 6 Janvier 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

## VERORDNUNGEN

## VERORDNUNG Nr. 77

über Errichtung eines Jagd- und Fischerei-Amtes in der Zone Française d'Occupation.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 8 des Commandant en Chef zur Regelung der Jagdausübung im Französischen Besatzungsgebiet,

Verordnung Nr. 31 betreffend Änderung der Verordnung Nr. 8 zur Regelung der Jagdausübung im französischen Besatzungsgebiet.

Verordnung Nr. 32 des Commandant en Chef über Errichtung einer Commission Supérieure de la Chasse.

folgende

## VERORDNUNG :

Artikel 1. Für die Zone Française d'Occupation wird mit der Eigenschaft einer Anstalt öffentlichen Rechts ein Jagd- und Fischerei-Amt errichtet, das mit Rechtspersönlichkeit und mit finanzieller Selbstständigkeit ausgestattet ist.

Artikel 2. Die den französischen Staatsangehörigen durch Verordnung Nr. 8 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 18. September 1945 vorbehaltenen Jagdrechte, desgleichen die ihnen vorbehaltenen Fischereirechte gehen bis auf weiteres im gesamten Gebiet der Zone Française d'Occupation auf das Jagd- und Fischerei-Amt über.

Artikel 3. Das Amt hat die Aufgabe:

1. die Jagd- und Fischereigebiete der Zone Française d'Occupation zu unterhalten und zu verwalten,
2. die Jagd- und Fischerei-Polizei auszuüben,
3. die Gebiete in Reviere einzuteilen und zu vergeben und die Jagd und Fischerei zu verpachten gemäß den Bestimmungen, die nach Genehmigung durch den Commandant en Chef Français en Allemagne von der Commission Supérieure de la Chasse erlassen werden.

Artikel 4. Die Einnahmen des Jagd- und Fischerei-Amtes sind folgende:

1. die Gebühren für die Erlaubnis zum Jagen oder Fischen,
2. die Revierpacht und das Entgelt für Jagd- u. Fischereigerechsamte,
3. die Geldstrafen für Jagd- und Fischereivergehen,
4. Erlös aus dem Verkauf von Patronen, dessen Höhe jährlich auf Vorschlag der Commission Supérieure de la Chasse vom Administrateur Général festgesetzt wird,
5. Erlös aus Verkäufen für Rechnung des Amtes, z. B. von lebendem oder totem Wild oder von Fischen.

Artikel 5. Alle Aufwendungen des Amtes für die Erfüllung der ihm obliegenden Aufgaben sind in dem Unkostenetat seines Budgets einzusetzen; sie werden aus den vorstehend aufgeführten Einnahmen beglichen.

Im Falle der Auflösung des Amtes wird das Bilanzergebnis auf die Budgets der Länder übertragen und zwar im Verhältnis der Größe der Jagdgebiete.

Artikel 6. Das Amt wird von einem Verwaltungsrat verwaltet; die Mitglieder dieses Verwaltungsrates werden auf Vorschlag des Präsidenten der Commission Supérieure de la Chasse vom Commandant en Chef Français en Allemagne ernannt.

Artikel 7. Die Abrechnungen des Amtes werden, versehen mit der Unterschrift des Präsidenten des Verwaltungsrats, in regelmäßigen Zeitabschnitten dem Verwaltungsrat vorgelegt.

Ein vom Commandant en Chef Français en Allemagne eingesetzter Finanzkontrollbeamter wird mit der Prüfung der Ordnungsmäßigkeit der Abrechnungen und mit der Erstattung eines besonderen Berichtes an den Verwaltungsrat bei der jedesmaligen Übergabe der Abrechnungen beauftragt.

Artikel 8. Die gegenwärtig bestehenden Jagdgenossenschaften werden aufgelöst. Ihre Liquidation erfolgt durch das Jagd- und Fischerei-Amt.

Artikel 9. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der französischen Besatzungszone als Gesetz durchzuführen.

BADEN-BADEN, den 6. Januar 1947

Der Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG



## ARRÊTÉS (Verfügungen)

## ARRÊTÉ No 193

de l'Administrateur Général

instituant auprès de la Direction des P. T. T. du G. M. Z. F. O. un Service Central Technique Allemand des Postes et Télé-Communications de la Zone Française d'Occupation.

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Sur la proposition du Directeur Général des Affaires Administratives,

Le Comité Juridique entendu :

ARRÊTE :

ARTICLE 1. — Il est institué auprès de la Direction des P. T. T. du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation, un SERVICE CENTRAL TECHNIQUE ALLEMAND DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION, dont le siège est fixé à RASTATT.

ART. 2. — Sont placés à la tête du SERVICE CENTRAL :

— un Secrétaire Général Allemand ayant rang de Président (Präsident) ou de Vice Président (Vize-Präsident).

— un Secrétaire Général Adjoint Allemand ayant rang de Vice Président (Vize-Präsident) ou de Conseiller Supérieur des Postes (Oberposttrat).

ART. 3. — Le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint sont nommés par les Autorités du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation.

Les autres fonctionnaires du Service Central Technique Allemand sont nommés par le Secrétaire Général après agrément du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation.

ART. 4. — Le Service Central constitue un organe consultatif.

ART. 5. — Le Service Central placé sous l'autorité directe du Gouvernement Militaire, soumet à son approbation tout projet de décision concernant :

— l'organisation du réseau téléphonique, télégraphique et postal (acheminements internationaux, interzones et entre les pays (Länder) de la Zone Française,

— la construction de câbles à grande distance, de stations de répéteurs, de grands centraux, des stations d'émissions radiophoniques,

— l'achat de matériel spécialisé : matériel technique, timbres poste, imprimés de service, à l'exclusion de tout ce qui peut se trouver dans le commerce local,

— les rapports avec les Offices des P. T. T. des pays étrangers ou les organismes correspondants des autres zones en vue de procéder :

— à l'étude avec les administrations des pays limitrophes des mesures techniques d'exécution relatives à la mise en service de nouveaux circuits ainsi qu'à leur „maintenance“,

— au règlement, avec les pays intéressés, des questions courantes d'exploitation des circuits internationaux en transit ou se terminant dans la Zone.

ART. 6. — LE SERVICE CENTRAL, sous le contrôle du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation, Procède :

— à la centralisation comptable des budgets des Services allemands des P. T. T. de la Zone Française.

— à la centralisation de la Comptabilité internationale et interzone des taxes postales, téléphoniques et télégraphiques,

— à la compensation entre Pays (Länder) de la Zone Française du produit des Services Financiers (notamment les chèques postaux et les mandats),

— au contrôle et à la comptabilisation des opérations de Caisse d'Épargne de la Zone Française d'occupation.

Assure :

— les relations avec les Offices des P. T. T. de l'Étranger et les organismes centraux des P. T. T. des autres zones pour le règlement des taxes afférentes aux relations postales télégraphiques et téléphoniques internationales et interzones.

ART. 7. — Les frais de fonctionnement du SERVICE CENTRAL TECHNIQUE ALLEMAND des P. T. T. sont supportés par l'ensemble des Directions Régionales des Pays (Oberpostdirektionen) au prorata de la population de chaque pays (Länder).

ART. 8. — Le SERVICE CENTRAL TECHNIQUE ALLEMAND des P. T. T. de la Zone Française d'occupation est doté de la personnalité morale.

ART. 9. — Les dépenses afférentes aux achats de matériel effectués au nom des Directions Régionales des Pays (Oberpostdirektionen) par le Service Central Technique Allemand, agissant en qualité de mandataire seront réglées par cet organisme, au moyen de

## VERFUGUNG Nr. 193

des Administrateur Général

über Errichtung eines deutschen Zentral-, Post- und Fern-Amtes der Französischen Besatzungszone bei der Direction der P. T. T. des G. M. Z. F. O.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général des Affaires Administratives nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf das Dekret vom 15 Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945

folgende

VERFUGUNG :

Artikel 1. Bei der Direction der P. T. T. des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation wird ein deutsches Zentral-, Post- und Fern-Amt mit dem Sitz in Rastatt errichtet.

Artikel 2. An die Spitze des Zentralamtes treten

— ein deutscher Generalsekretär im Range eines Präsidenten oder Vizepräsidenten,

— ein deutscher zweiter Generalsekretär im Range eines Vizepräsidenten oder Oberpostrats.

Artikel 3. Der Generalsekretär und der zweite Generalsekretär werden vom Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ernannt.

Die Ernennung der übrigen Beamten des deutschen Zentralamtes erfolgt durch den Generalsekretär nach Einholung der Zustimmung des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

Artikel 4. Das Zentralamt hat den Charakter eines beratenden Organs.

Artikel 5. Das Zentralamt ist dem Gouvernement Militaire unmittelbar unterstellt und hat diesem zwecks Genehmigung jeden Plan zu unterbreiten, bei dem es sich um die Entscheidung handelt über:

— die Anlage des Post-, Telefon- und Telegrafennetzes (internationale und interzonale Leitwege und Leitwege zwischen den einzelnen Ländern der französischen Besatzungszone),

— den Bau von Kabeln auf große Entfernung, von Vermittlungsstellen, von großen Zentralen und von Radiostationsstationen,

— die Anschaffung besonderen Materials wie Material technischer Art, Briefmarken, amtlicher Vordrucke, ausgenommen das an Ort und Stelle erhältliche Material,

— die Aufnahme von Verbindungen mit Post-, Telefon- und Telegrafennetzen des Auslandes oder mit entsprechenden Anstalten der anderen Zonen zu dem Zwecke:

— gemeinsam mit den Verwaltungen der benachbarten Länder technische Maßnahmen zur Inbetriebnahme und Instandhaltung neuer Linien zu studieren sowie

— zusammen mit den anderen Ländern laufende Fragen der Unterhaltung internationaler Durchgangs- oder in der französischen Zone endender Linien zu regeln.

Artikel 6. Das Zentralamt befaßt sich unter der Kontrolle des Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation mit

— der Führung der Zentralbuchhaltung für die Budgets der deutschen Post-, Telefon- und Telegrafennämter der französischen Zone,

— mit der zentralen Buchführung über die internationalen und interzonalen Post-, Telegrafennämter- und Telefongebühren,

— mit dem Verrechnungsverkehr zwischen den einzelnen Ländern der Französischen Zone hinsichtlich der Einnahmen der Stellen, die mit dem Geldverkehr zu tun haben (namentlich Postschecks und Postanweisungen),

— mit der Kontrolle und der Verbuchung aller geschäftlichen Vorgänge bei der Postsparkasse der Zone Française d'Occupation.

Das Zentralamt hat auch

— für die Verbindungen mit den Post-, Telefon- und Zentralämtern des Auslandes und den Post-, Telefon- und Zentralstellen der anderen Zonen zu sorgen im Interesse einheitlicher Regelung der Internationalen Post-, Telefon- und Telegrafengebühren.

Artikel 7. Die Betriebskosten des deutschen Zentralamtes werden von sämtlichen Oberpostdirektionen getragen, und zwar im Verhältnis des Umfangs der Bevölkerung der einzelnen Länder.

Artikel 8. Das deutsche Zentralamt der Zone Française d'Occupation ist mit Rechtspersönlichkeit ausgestattet.

Artikel 9. Das deutsche Zentralamt begleicht die Ausgaben, die es für Materialanschaffungen Namens und im Auftrage der Ober-



lettres de crédit établies par les Directions Régionales (Oberpostdirektionen) — le montant des lettres de crédit représentant le prix du matériel effectivement livré à chaque Direction Régionale de pays (Oberpostdirektionen).

ART. 10. — Le Secrétaire Général du Service Central Technique Allemand des P. T. T. de la Zone Française d'occupation est responsable vis-à-vis du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation de la marche générale du Service Central et de la gestion des fonds qui lui sont alloués pour le fonctionnement du Service dans les Conditions prévues par l'article 7.

Le Directeur Général des Affaires Administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 6 Janvier 1947.

L'Administrateur Général,  
E. LAFFON.

#### ARRÊTÉ No 194

de l'Administrateur Général portant création d'une École Supérieure d'Administration

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945,

Sur la proposition du Directeur Général des Affaires Administratives,

Le Comité Juridique entendu,

#### ARRÊTE :

ART. 1er. — Il est créé une École Supérieure d'Administration destinée à former les cadres supérieurs de l'Administration des différents pays de la Zone Française d'Occupation.

Cette École, dont le siège est fixé à SPIRE, est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

ART. 2. — L'École à sa tête un Directeur assisté d'un Conseil d'Administration.

Le Directeur est nommé par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration comprend :

- Le directeur de l'École, Président,
- Un haut fonctionnaire, représentant du Gouvernement de chaque Land,
- Les recteurs des universités de la Zone Française d'Occupation,
- Le Directeur Administratif chargé de l'internat et de la Comptabilité.
- Deux représentants du corps enseignant élus pour deux ans par leurs collègues au scrutin secret et à la majorité absolue.

ART. 3. — Le Directeur est le représentant légal de l'École. Il est responsable de la bonne marche des études, de la discipline intérieure et de la gestion financière. Il ne peut accepter de libéralités que sur avis conforme du conseil d'administration.

Le conseil d'administration surveille la marche de l'école, la gestion de son patrimoine et de ses intérêts notamment, il approuve le budget préparé par le Directeur de l'école; il décide de la création d'enseignement nouveau.

ART. 4. — Les décisions du directeur et du conseil d'administration ne seront exécutoires qu'après agrément du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

ART. 5. — Les charges financières résultant de l'installation et du fonctionnement de l'école supérieure d'administration seront réparties entre les budgets des différents pays (Länder) de la Zone Française d'Occupation proportionnellement à la population de chacun d'eux.

ART. 6. — Les comptes de l'École seront soumis en fin d'année à l'approbation d'une Commission de contrôle composée des Présidents des Cours des Comptes des différents pays (Länder) de la Zone Française d'Occupation.

ART. 7. — Les règles de fonctionnement de l'École d'Administration seront fixées par les statuts annexés au présent arrêté.

ART. 8. — Le Directeur Général des Affaires Administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 11 Janvier 1947

L'Administrateur Général,  
E. LAFFON

postdirektion gemacht hat mittels von diesen ausgestellter Kreditbriefe. Jeder Kreditbrief lautet über einen Betrag, der den Preis für das der Oberpostdirektion tatsächlich gelieferte Material entspricht.

Artikel 10. Der Generalsekretär des Zentralamtes ist gegenüber dem Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation für den Betrieb des Zentralamtes im allgemeinen und für die Verwaltung der ihm zur Verfügung stehenden Betriebsmittel (Artikel 7) verantwortlich.

Artikel 11. Der Directeur Général des Affaires Administratives wird mit der Durchführung dieser Verfügung, die im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist, beauftragt.

BADEN-BADEN, den 6. Januar 1947

Der Administrateur Général,  
E. LAFFON

#### VERFUGUNG Nr. 194

des Administrateur Général über Errichtung einer Höheren Verwaltungsakademie.

Der Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général des Affaires Administratives nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

folgende

#### VERFUGUNG :

Artikel 1. Zur Heranbildung höherer Verwaltungskräfte in den verschiedenen Ländern der französischen Besatzungszone wird eine höhere Verwaltungsakademie errichtet.

Diese Akademie hat ihren Sitz in Speyer. Sie ist mit Rechtspersönlichkeit und mit finanzieller Selbstständigkeit ausgestattet.

Artikel 2. Dem Leiter der Akademie ist ein Verwaltungsrat beigeordnet.

Der Leiter der Akademie wird durch den Verwaltungsrat ernannt. Dem Verwaltungsrat gehören an:

- der Leiter der Akademie als Präsident,
- für jedes Land der französischen Besatzungszone je ein höherer Beamter als Vertreter einer Regierung,
- die Rektoren der Universitäten der französischen Besatzungszone,
- der Verwaltungsdirektor, der mit der Leitung des Internats und der Buchhaltung betraut ist,
- zwei Vertreter des Lehrkörpers, die von ihren Kollegen in geheimer Abstimmung nach dem Grundsatz der absoluten Mehrheit für die Dauer von zwei Jahren gewählt werden.

Artikel 3. Der Leiter der Akademie ist ihr gesetzlicher Vertreter. Er ist für den ordnungsmäßigen Studienbetrieb, für die Disziplin der Anstalt und für die Geschäftsführung in finanzieller Hinsicht verantwortlich. Er darf Schenkungen nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates annehmen.

Der Verwaltungsrat überwacht den Betrieb der Akademie, die Verwaltung ihres Vermögens und ihrer allgemeinen Interessen; er genehmigt das vom Leiter der Akademie aufgestellte Budget und entscheidet über die Einführung neuer Lehrfächer.

Artikel 4. Die Entscheidungen des Leiters der Akademie und des Verwaltungsrats bedürfen zu ihrer Ausführung der vorherigen Zustimmung der Militärregierung der französischen Besatzungszone.

Artikel 5. Die Unkosten für die Einrichtung und den Betrieb der Akademie werden auf die Budgets der einzelnen Länder der französischen Besatzungszone entsprechend ihrer Bevölkerungszahl verteilt.

Artikel 6. Die Buchhaltung der Akademie wird am Ende des Jahres einer Kontrollkommission, bestehend aus den Präsidenten der Rechenkammern der einzelnen Länder der französischen Besatzungszone zur Genehmigung vorgelegt.

Artikel 7. Die Hochschulordnung ist in den Statuten niedergelegt, die dieser Verfügung als Anlage beigelegt sind.

Artikel 8. Der Directeur Général des Affaires Administratives wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 11. Januar 1947

Der Administrateur Général,  
E. LAFFON



**ANNEXE**  
**ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ADMINISTRATION**

**STATUTS**

**TITRE I.**

Afin de reconstituer le plus rapidement possible un corps de fonctionnaires doués de la compétence technique nécessaire, dévoué à sa tâche, animé de l'esprit de devoir et capable de contribuer à la renaissance démocratique des pays de la zone française d'occupation, il est fondé à SPIRE une école supérieure d'Administration. Cette école, destinée à former des cadres supérieurs de l'administration locale des provinces de la zone française d'occupation, est dotée des prérogatives d'un établissement d'enseignement supérieur. Elle assurera aux candidats se destinant aux carrières supérieures de l'administration une culture générale approfondie, les connaissances techniques nécessaires, et éprouvera dans des stages pratiques les connaissances théoriques acquises.

**TITRE II.**

**DIRECTION et ADMINISTRATION de L'ÉCOLE**

**A. DIRECTEUR**

- a) Le Directeur propose au Gouvernement Militaire de la Zone française d'occupation (Direction de l'Éducation Publique) la nomination des fonctionnaires de l'école, après entente avec le Conseil d'Administration. A titre provisoire, jusqu'à constitution des cadres, les nominations seront faites directement par la Direction de l'Éducation Publique, après entente avec les diverses directions intéressées.
- b) Le Directeur engage les dépenses.
- c) Il rendra compte annuellement de sa gestion à la fin du semestre d'hiver (avant le 31 mars) devant le Conseil d'Administration.

**B. CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SENAT**

- a) Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président en exercice au moins une fois par semestre en session ordinaire. Il se réunit en session extraordinaire et sur convocation du président ou à la demande écrite de deux de ses membres. Il peut être également convoqué par le Gouvernement Militaire de la Zone française d'occupation (Direction de l'Éducation Publique).
- b) Le Conseil d'Administration délègue un ou plusieurs de ses membres à la commission des examens de sortie.
- c) Le Sénat se compose des professeurs directeurs de section et d'un membre de chaque section élu par ses collègues au scrutin secret pour un an.

Le Sénat assiste de ses conseils le Directeur dans toutes les questions touchant à la marche des études ou à la discipline de l'école.

**TITRE III**

**PRINCIPES DE FORMATION ET PROGRAMMES**

- a) La durée des études à l'École d'Administration sera de quatre semestres.
- b) Les études tendront à approfondir la culture générale des élèves, à leur donner une formation technique dans la branche de l'administration qu'ils auront choisie et à contrôler, par des stages pratiques, leur formation théorique. Ces stages, d'une durée totale de quatre à six mois, seront répartis entre les divers semestres d'études.
- c) Tous les élèves suivront les cours de la section générale. Ces cours consisteront, soit en conférences ex-cathedra soit en directions de travaux personnels. Ils porteront sur les matières suivantes :
  - allemand (stylistique, rédaction d'études ou de rapports)
  - grandes questions d'histoire politique ou d'histoire du droit, d'économie politique ou de géographie économique
  - droit administratif et procédure administrative.
  - droit financier, législation fiscale, comptabilité publique
  - français (usage de la langue, étude de la civilisation)
  - anglais (deuxième langue)
- d) Les élèves seront en outre répartis en sections spécialisées où ils approfondiront la technique de la carrière à laquelle ils se destinent, à savoir :
  - administration générale (régionale et communale)
  - finances
  - économie et ravitaillement.
- e) L'enseignement sera donné dans la section générale, par des professeurs d'université détachés temporairement à Spire, ou chargés d'une série de conférences. Dans les sections spécialisées, l'enseignement sera donné et les travaux pratiques dirigés soit par des professeurs d'université, soit par des fonctionnaires des diverses administrations, chargés de conférences.
- f) L'examen final portera à la fois sur l'enseignement général et sur les matières de la spécialité du candidat. Il comportera un écrit et un oral. La note de stage interviendra dans le calcul des points.
- g) Le jury d'examen sera présidé par le Directeur. Il comprendra obligatoirement un membre du conseil d'Administration, un haut

**HÖHERE VERWALTUNGS-AKADEMIE**

**Statuten**

**Titel I**

Zwecks möglichst rascher Neubildung einer Beamtenschaft, die — im Besitze der notwendigen fachlichen Fähigkeiten, vermöge der Hingabe an ihr Amt und von Pflichtbewußtsein beseelt — dazu befähigt ist, zur Wiedergeburt des demokratischen Geistes in den Ländern der Französischen Besatzungszone beizutragen, wird in Speyer eine Höhere Verwaltungsakademie errichtet. Dieser Akademie, die die Aufgabe hat, höhere Verwaltungskräfte der Länder der Französischen Besatzungszone heranzubilden, sind die Rechte einer höheren Lehranstalt gewährt. Sie soll den Kandidaten, die sich der höheren Verwaltungslaufbahn widmen wollen, eine gründliche Allgemeinbildung und das notwendige Fachwissen vermitteln und in praktischen Übungen innerhalb der Verwaltung die erworbenen theoretischen Kenntnisse überprüfen.

**Titel II**

**Leitung und Verwaltung der Akademie**

**A. Leitung**

a) Der Leiter der Akademie schlägt im Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat der Militärregierung der französischen Besatzungszone (Direction de l'Éducation Publique) die Ernennung der Beamten der Akademie vor. Bis zur Bildung des Beamtenkörpers erfolgt die Ernennung vorübergehend unmittelbar durch die Direction de l'Éducation Publique, im Einverständnis mit den jeweils beteiligten anderen Direktionen.

b) Der Leiter der Akademie stellt den Ausgabenetat auf.

c) Er erstattet jährlich am Ende des Wintersemesters (vor dem 31. März) dem Verwaltungsrat über seine Geschäftsführung einen Rechenschaftsbericht.

**B. Verwaltungsrat und Senat**

a) Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung durch den amtierenden Präsidenten mindestens ein Mal im Semester zu einer ordentlichen Sitzung zusammen. Außerordentliche Sitzungen des Verwaltungsrates finden auf Einberufung durch den Präsidenten oder auf den schriftlichen Antrag zweier seiner Mitglieder statt. Die Einberufung kann auch durch die Militärregierung der französischen Besatzungszone (Direction de l'Éducation Publique) erfolgen.

b) Der Verwaltungsrat entsendet eines oder mehrere seiner Mitglieder in die Kommission für die Abgangsprüfungen.

c) Der Senat setzt sich aus den Professoren, den Abteilungsdirektoren und je einem von seinen Kollegen in geheimer Abstimmung für ein Jahr gewählten Mitglied der einzelnen Abteilungen zusammen. Der Senat steht dem Leiter der Akademie in allen Angelegenheiten des Studienbetriebes und der Anstaltsdisziplin beratend zur Seite.

**Titel III**

**Richtlinien für die Ausbildung und Arbeitsplan**

a) Die Dauer des Studiums an der Verwaltungsakademie beträgt vier Semester.

b) Das Ziel des Studiums ist, die Allgemeinbildung der Studenten zu vertiefen, sie in dem von ihnen gewählten Verwaltungszweigen fachlich auszubilden und ihr theoretisches Wissen in praktischen Übungen innerhalb der Verwaltung zu überprüfen. Diese Übungen, deren Gesamtdauer vier bis sechs Monate beträgt, werden auf die einzelnen Studiensemester verteilt.

c) Der Besuch der Vorlesungen der allgemeinen Abteilung ist für alle Studenten obligatorisch. Diese Vorlesungen werden entweder ex cathedra gehalten oder bestehen in Anleitungen zu persönlichen Arbeiten. Sie erstrecken sich auf folgende Fächer:

- deutsch (Stilistik, Abfassung von Aufsätzen und Berichten),
- politische Geschichte und Rechtsgeschichte, Nationalökonomie und Wirtschaftsgeographie in ihren großen Fragen,
- Verwaltungsrecht und Verwaltungsbetrieb,
- Finanzrecht, Steuerrecht und öffentliches Rechnungswesen,
- französisch (praktische Übungen, Kulturgeschichte),
- englisch als zweite Sprache.

d) Im übrigen belegen die Studenten die Spezialabteilungen, innerhalb derer sie ihr Fachwissen vertiefen können, nämlich auf den Gebieten

- der allgemeinen Verwaltung (Landesverwaltung und Kommunalverwaltung),
- der Finanzverwaltung,
- der Wirtschaft und Ernährung.

e) In der allgemeinen Abteilung wird der Unterricht von Universitätsprofessoren erteilt, die für eine gewisse Zeit nach Speyer beurlaubt oder mit der Abhaltung einer Reihe von Vorlesungen beauftragt werden. In den Spezialabteilungen sind es die Universitätsprofessoren oder Verwaltungsbeamte, die, mit der Abhaltung von Vorlesungen beauftragt, den Unterricht erteilen und die praktischen Arbeiten leiten.

f) Das Abschlußexamen erstreckt sich zugleich auf die Gebiete der Allgemeinausbildung und die Spezialfächer des Kandidaten. Es umfaßt eine schriftliche und eine mündliche Prüfung. Das beim Abschluß der Übungen innerhalb der Verwaltung erteilte Zeugnis ist bei der Punktberechnung zu bewerten.

g) Vorsitzender der Prüfungskommission ist der Leiter der Akademie. Der Prüfungskommission gehören ferner an ein Mitglied des



fonctionnaire désigné par chaque Land, avec l'agrément du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation, et un représentant du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation.

- h) Les sujets de l'écrit seront choisis par les correcteurs désignés par le sénat, et tenus secrets, sous leur responsabilité, jusqu'à l'ouverture des épreuves. Ils ne seront donnés qu'avec l'assentiment du représentant du Gouvernement Militaire.
- i) Pour recevoir le diplôme de l'école, les candidats devront avoir obtenu une moyenne générale de 10/20 (passable).
- k) Un candidat éliminé à l'examen de sortie ne pourra être admis à suivre un nouveau cycle d'études que sur décision spéciale du Directeur de l'école prise sur avis de l'assemblée des professeurs.

## TITRE IV

## ADMISSION DES ÉLÈVES ET RÉGIME DE L'ÉCOLE

- a) Le régime de l'École, pour les élèves masculins, est l'internat.
- b) Le recrutement se fait par voie de concours parmi les étudiants ayant accompli 6 semestres au moins d'études universitaires. Les candidats devront obligatoirement joindre à leur demande l'engagement écrit de servir pendant cinq ans au moins dans l'Administration, s'ils sont admis. Les étudiants pourvus du *Staatsexamen* bénéficieront d'une priorité.
- c) Le concours comporte un écrit et un oral. Les matières d'examen sont des matières d'enseignement général.
- allemand ;
  - droit et économie politique ;
  - histoire et géographie ;
  - français.
- d) Le nombre total des élèves à admettre est fixé chaque année par le Conseil d'Administration, six mois avant le concours, avec approbation du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation.
- e) Le Conseil d'administration réservera chaque année un nombre de places qu'il attribuera, après examen de leur dossier et approbation par le Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation à des fonctionnaires subalternes particulièrement doués et méritants, qui n'ont pu bénéficier de la formation universitaire. Les élèves de cette catégorie qui sortiront de l'École munis du diplôme de fin d'études jouiront des mêmes droits et prérogatives que les autres élèves diplômés.
- f) Le diplôme de l'école sera exigé à l'avenir pour toute nomination de fonctionnaire des cadres supérieurs.
- g) Dès leur admission à l'école, les élèves jouiront du statut des référendaires et lors de leur seconde année, de celui des assessores et ils en recevront le traitement.
- h) Les élèves sortant de l'école supérieure d'administration seront obligatoirement pourvus d'un poste supérieur dans la province dont ils sont originaires.

## TITRE V

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

A titre exceptionnel, les élèves recrutés en 1947 et qui auront été, dans leurs études ou leur carrière, victimes de la guerre ou du régime national socialiste, pourront être admis à se présenter à l'examen de sortie dès octobre 1947, après autorisation individuelle proposée par le Directeur et après accord du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation (Direction de l'Education Publique).

## ARRÊTE No 195

## de l'Administrateur Général portant création d'un Institut d'Interprètes

L'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'occupation,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945.

Sur la proposition du Directeur Général des Affaires Administratives,

Le Comité Juridique entendu,

## ARRÊTE :

ART. 1er. — Il est créé un Institut d'Interprètes destiné à former des interprètes et des traducteurs pour les différents pays (Länder) de la Zone Française d'Occupation.

Cet institut, dont le siège est fixé à *Germersheim*, est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Verwaltungsates, ein höherer Beamter, der von den einzelnen Ländern nach Einholung der Zustimmung der Militärregierung der Französischen Besatzungszone bestimmt wird, und ein Vertreter der Militärregierung der Französischen Besatzungszone.

h) Die Aufgaben für die schriftliche Prüfung werden von den Korrektoren, die der Senat ernennet, ausgewählt und sind unter ihrer persönlichen Verantwortlichkeit bis zur Eröffnung der Prüfung geheim zu halten. Die Aufgaben bedürfen der Zustimmung des Vertreters der Militärregierung.

i) Um das Akademiendiplom zu erwerben, muß der Kandidat eine Gesamtdurchschnittszahl von 10/20 erlangt haben.

k) Ein beim Abschlußexamen durchgefallener Kandidat darf zu einem neuen Studium nur zugelassen werden, nachdem der Leiter der Akademie auf Grund gutachtlicher Äußerung der versammelten Professoren eine besondere Entscheidung hierüber getroffen hat.

## Titel IV

## Zulassung von Studenten und Verfassung der Anstalt

a) Die Akademie hat, soweit es sich um Studenten männlichen Geschlechts handelt, den Charakter eines Internats.

b) Die Zulassung erfolgt im Wege einer Prüfung, an der sich Studenten mit einem Universitätsstudium von mindestens sechs Semestern beteiligen können.

Die Kandidaten müssen ihrem Zulassungsgesuch eine schriftliche Erklärung beifügen, in der sie sich für den Fall ihrer Zulassung zu einem mindestens fünfjährigen Verwaltungsdienst verpflichten. Die Studenten, die das Staatsexamen bestanden haben, genießen eine Vorzugsstellung.

c) Die Prüfung umfaßt schriftliche und mündliche Arbeiten. Die Prüfungsfächer sind die Gebiete der Allgemeinausbildung:

- deutsch,
- Rechtswissenschaft und Nationalökonomie,
- Geschichte und Geographie,
- französisch.

d) Die Höchstzahl der zuzulassenden Studenten wird jedes Jahr sechs Monate vor dem Termin der Prüfung mit Zustimmung der Militärregierung der Französischen Besatzungszone vom Verwaltungsrat festgesetzt.

e) Der Verwaltungsrat behält jedes Jahr eine gewisse Anzahl von Stellen für besonders befähigte und verdienstvolle Beamte der militärischen Laufbahn vor, die nicht in der Lage waren, sich eine Universitätsausbildung zu leisten. Diese Stellen werden nach dem Ergebnis der Prüfung der Unterlagen und nach Zustimmung der Militärregierung der französischen Besatzungszone verteilt. Diese Studenten genießen, wenn sie die Akademie mit dem Abschlußdiplom verlassen, die gleichen Rechte und die gleiche Vorzugsstellung wie die anderen diplomierten Studenten.

f) Künftighin wird das Diplom der Akademie als Voraussetzung für jede Ernennung zum Beamten der höheren Verwaltungslaufbahn verlangt werden.

g) Mit ihrer Zulassung zur Akademie erlangen die Studenten die Vergünstigungen, die bestimmungsgemäß für Referendare bestehen, und vom zweiten Jahre an diejenigen der Assessoren. Sie erhalten eine dementsprechende Besoldung.

h) Den Studenten wird nach dem Verlassen der Höheren Verwaltungsakademie in dem Lande, dem sie angehören, eine höhere Stellung verliehen.

## Titel V

## Bestimmungen vorübergehender Art

Studenten, die im Jahre 1947 eingetreten sind, können, wenn sie während ihres Studiums oder während ihrer Laufbahn Opfer des Krieges oder des Naziregimes geworden sind, von Oktober 1947 ab zum Abschlußexamen zugelassen werden, jedoch nur auf Grund besonderer Genehmigung, die vom Leiter der Akademie vorgeschlagen wird und die die Billigung der Militärregierung der Französischen Besatzungszone (Direction de l'Education Publique) findet.

## VERFUGUNG Nr. 195

## des Administrateur Général über die Errichtung einer Dolmetscher-Hochschule.

Der Administrateur Général Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation erläßt auf Vorschlag des Directeur Général des Affaires Administratives nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über die Errichtung eines Commandement en Chef Français in Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

folgende

## VERFUGUNG :

Artikel 1. Zum Zwecke der Ausbildung von Dolmetschern und Übersetzern für die einzelnen Länder der französischen Besatzungszone wird eine Dolmetscher-Hochschule errichtet.

Diese Hochschule hat ihren Sitz in *Germersheim*. Sie ist mit Rechtspersönlichkeit und mit finanzieller Selbstständigkeit ausgestattet.

Artikel 2. Die gesetzliche Vertretung und die Geschäftsführung



ART. 2. — La représentation légale et la gestion de l'Institut d'interprètes seront assurés par le Directeur de l'Ecole Supérieure d'Administration.

Le Directeur sera assisté d'un Conseil d'Administration dont il assure la présidence, comprenant :

— Les représentants du Gouvernement de chaque Land; membres du Conseil d'Administration de l'Ecole Supérieure d'Administration,

— Les Recteurs des Universités de la Zone Française d'occupation,

— Le Recteur de l'Institut d'interprètes,

— le Directeur Administratif chargé de l'internat et de la comptabilité,

— deux représentants du corps enseignant élus pour deux ans par leurs collègues au scrutin secret et à la majorité absolue.

ART. 3. — Le recteur de l'Institut est responsable des programmes des études et de leur application, ainsi que de la discipline.

Il représentera l'Institut dans toutes les cérémonies.

Il est nommé pour un an par le Conseil d'Administration.

ART. 4. — Le Recteur est assisté d'un Conseil intérieur qui comprend :

— les professeurs directeurs des sections,

— le Directeur administratif chargé de l'internat,

— deux représentants du corps enseignant, lecteurs compris, élus par leurs collègues pour un an au scrutin secret et à la majorité absolue.

ART. 5. — Le Conseil d'Administration surveille la gestion du patrimoine de l'Institut, notamment il approuve le budget préparé par le Directeur de l'Ecole.

Le Conseil intérieur surveille la marche de l'Institut, se prononce sur le programme et propose toutes suggestions de nature à améliorer le rendement des études et la tenue de l'Institut.

ART. 6. — Les décisions du Directeur, du Recteur, du Conseil d'Administration et du Conseil Intérieur ne seront exécutoires qu'après agrément du Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation.

ART. 7. — Les charges financières résultant de l'installation et du fonctionnement de l'Institut d'interprètes seront réparties entre les budgets des différents pays (Länder) de la Zone Française d'Occupation, proportionnellement à la population de chacun d'eux.

Au cas de dissolution de l'Institut, ses biens seront dévolus à des institutions d'utilité publique désignées par le Conseil d'Administration.

ART. 8. — Les comptes de l'Ecole seront soumis en fin d'année à l'approbation d'une Commission de contrôle composée des Présidents des Cours des Comptes, ou de leurs représentants, des différents pays (Länder) de la Zone Française d'Occupation.

ART. 9. — Les règles de fonctionnement de l'Institut d'Interprètes sont fixées par les statuts annexés au présent arrêté.

ART. 10. — Le Directeur Général des Affaires Administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

BADEN-BADEN, le 11 Janvier 1947

L'Administrateur Général  
E. LAFFON

Annexe  
INSTITUT D'INTERPRETES  
STATUTS  
TITRE I

Il est fondé à Germersheim un Institut d'Interprètes doté des prérogatives d'un établissement d'enseignement supérieur. Cet Institut est destiné à former des interprètes et traducteurs, tant pour l'administration locale des diverses provinces de la zone française d'occupation que pour le secteur civil. Il assurera aux jeunes gens se destinant aux carrières d'interprètes et de traducteurs une culture générale approfondie et des connaissances linguistiques nécessaires ainsi qu'un complément de pratique administrative.

TITRE II

ADMINISTRATION INTERIEURE DE L'INSTITUT

- a) Le Recteur propose au Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation (Direction de l'Education Publique) la nomination des fonctionnaires de l'Institut, après entente avec son conseil. A titre exceptionnel, jusqu'à constitution du cadre du personnel, les nominations seront faites directement par la Direction de l'Education Publique.
- b) Le Conseil se réunit sur convocation du Recteur au moins une fois par semestre en session ordinaire. Il se réunit en session extraordinaire et sur convocation du président ou à la demande écrite de deux de ses membres. Il peut être

der Hochschule liegen in der Hand des Leiters der Höheren Verwaltungsakademie.

Dem Leiter steht ein Verwaltungsrat zur Seite, dessen Vorsitz er führt. Dem Verwaltungsrat gehören an:

— die Vertreter der einzelnen Länderregierungen, die Mitglieder des Verwaltungsrats der Höheren Verwaltungs-Akademie sind,

— die Rektoren der Universitäten der französischen Besatzungszone,

— der Rektor der Dolmetscher-Hochschule,

— der Verwaltungsdirektor, der mit der Leitung des Internats und der Buchhaltung betraut ist,

— zwei Vertreter des Lehrkörpers, die von ihren Kollegen in geheimer Abstimmung nach dem Grundsatz der absoluten Mehrheit für die Dauer von zwei Jahren gewählt werden.

Artikel 3. Der Rektor der Hochschule ist für die Studienpläne und deren Durchführung ebenso wie für die Disziplin der Anstalt verantwortlich. Er vertritt die Hochschule bei allen feierlichen Anlässen.

Seine Ernennung erfolgt durch den Verwaltungsrat für die Dauer eines Jahres.

Artikel 4. Dem Rektor steht ein beratender Hochschulausschuß zur Seite; dieser umfaßt:

— die Professoren, die Abteilungsdirektoren sind,

— den Verwaltungsdirektor des Internats,

— zwei Vertreter des Lehrkörpers einschließlich der Rektoren, die von ihren Kollegen in geheimer Abstimmung nach dem Grundsatz der absoluten Mehrheit für die Dauer eines Jahres gewählt werden.

Artikel 5. Der Verwaltungsrat überwacht die Vermögensverwaltung der Hochschule; er hat insbesondere das von dem Direktor aufgestellte Budget zu genehmigen.

Der beratende Hochschulausschuß überwacht den Betrieb der Anstalt, äußert sich zu dem Studienplan und bringt Maßnahmen in Vorschlag, die ihm geeignet erscheinen, die Leitung der Hochschule zu verbessern.

Artikel 6. Die Entscheidungen des Leiters, des Rektors, des Verwaltungsrats und des beratenden Ausschusses bedürfen zu ihrer Ausführung der vorherigen Zustimmung der Militärregierung der Besatzungszone.

Artikel 7. Die Unkosten für die Einrichtung und den Betrieb der Dolmetscher-Hochschule werden auf die Budgets der einzelnen Länder der französischen Besatzungszone, entsprechend ihrer Bevölkerungszahl, verteilt.

Im Falle der Auflösung der Hochschule fällt ihr Vermögen den vom Verwaltungsrat bestimmten gemeinnützigen Einrichtungen zu.

Artikel 8. Die Buchführung der Hochschule wird am Ende des Jahres einer Kontrollkommission, bestehend aus den Präsidenten der Rechnungskammern der einzelnen Länder der Zone Française d'Occupation oder ihren Vertretern, zur Genehmigung vorgelegt.

Artikel 9. Die Hochschulordnung ist in den Statuten niedergelegt, die dieser Verfügung als Anlage beigefügt sind.

Artikel 10. Der Directeur Général des Affaires Administratives wird mit der Durchführung dieser Verfügung beauftragt, die im Amtsblatt des Französischen Obkommandos in Deutschland zu veröffentlichen ist.

BADEN-BADEN, den 11. Januar 1947

Der Administrateur Général  
E. LAFFON

DOLMETSCHER-HOCHSCHULE  
Statuten  
Titell

Es wird mit dem Sitz in Germersheim eine Dolmetscher-Hochschule gegründet, welcher die Rechte einer höheren Unterrichtsanstalt eingeräumt sind. Diese Hochschule hat zur Aufgabe, Dolmetscher und Übersetzer auszubilden und zwar sowohl für die öffentliche Verwaltung der einzelnen Länder der französischen Besatzungszone, wie auch für die privaten Bedürfnisse. Sie soll jungen Leuten, die sich der Dolmetscher- oder Übersetzerlaufbahn widmen wollen, eine gründliche Allgemeinbildung, die Erlangung notwendiger Sprachkenntnisse sowie auch eine Vervollkommnung in der Verwaltungspraxis bieten.

Titel II

Innere Verwaltung der Hochschule

a) Der Rektor schlägt im Einvernehmen mit dem beratenden Ausschuss der Militärregierung der französischen Besatzungszone (Direction de l'Education Publique) die Ernennung der Beamten der Hochschule vor. Bis zur Bildung des Beamtenkörpers erfolgen die Ernennungen ausnahmsweise unmittelbar durch die Direction de l'Education Publique.

b) Der beratende Ausschuss tritt auf Einberufung durch den Rektor mindestens einmal in jedem Semester zu einer ordentlichen Sitzung zusammen. Außerordentliche Sitzungen des beratenden Ausschusses finden auf Einberufung durch den Präsidenten oder auf den schriftlichen Antrag zweier seiner Mitglieder statt. Die Einberufung



également convoqué par le Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation (Éducation Publique).

### TITRE III

#### PRINCIPES DE FORMATION ET PROGRAMMES

- a) La durée des études sera de quatre ou de six semestres.
- b) Les études auront pour objet de développer la culture générale des élèves, de leur donner la maîtrise complète de la langue étrangère choisie et une connaissance approfondie du pays dont ils étudient la langue.
- c) Tous les élèves suivront les cours de culture générale qui comporteront les matières suivantes :
- histoire de la civilisation
  - philosophie, psychologie et histoire
  - droit international, civil et administratif
  - économie politique
  - géographie.
- Les élèves seront en outre répartis en sections spécialisées selon la langue qu'ils auront choisie et le diplôme qu'ils désirent acquérir.
- d) L'Institut d'interprètes délivrera trois diplômes :
1. Le diplôme de traducteur, après quatre semestres, qui témoignera d'une large culture générale et d'une bonne connaissance de la langue.
  2. Le diplôme de correspondant commercial après quatre semestres, qui consacrera une formation économique et commerciale, et une connaissance approfondie de la rédaction commerciale dans la langue étrangère.
  3. Le diplôme d'interprète, après six semestres, réservé à l'élite des élèves qui, ayant passé un des deux examens ci-dessus, possèdent en outre une large formation générale, la connaissance des diverses matières administratives, économiques et culturelles, ainsi qu'une maîtrise parfaite de la langue étrangère, aussi bien écrite qu'orale.
- e) Les diplômes précités ne portent que sur une seule langue étrangère. Toutefois, l'étudiant aura la possibilité de choisir une deuxième langue étrangère ; un diplôme complémentaire pourra être poursuivie simultanément avec la première langue choisie, la durée exigée sera de quatre semestres. L'examen complémentaire ne comportera que la traduction écrite et orale de textes de la langue étrangère en allemand (version). Cet examen portera obligatoirement sur le français pour les candidats qui n'auront pas choisi le français comme première langue.
- f) Les examens porteront à la fois sur l'enseignement général et sur les secteurs spécialisés du candidat. Ils comporteront des épreuves écrites et orales.
- g) Le jury d'examen sera présidé par le Recteur. Il comprendra obligatoirement un représentant de chaque université de la zone, ainsi qu'un représentant des divers gouvernements des provinces, et un représentant de Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation.

### TITRE IV

#### ADMISSION DES ÉLÈVES ET RÉGIME DE L'ÉCOLE

- a) Le régime de l'école est l'internat.
- b) Le recrutement portera sur les jeunes gens des deux sexes pourvus de l'abitur et ayant 17 ans au moins et 21 ans au plus.
- c) A partir du semestre d'hiver 1947, le recrutement se fera au concours. Ce concours comportera uniquement des épreuves de la langue étrangère choisie. Le nombre des élèves sera fixé chaque année.
- d) Le diplôme de l'Institut sera seul reconnu dans la zone française comme ayant valeur légale pour le titre de traducteur, de correspondant commercial ou d'interprète. Les candidats pourvus de ce diplôme jouiront de la priorité s'ils demandent à entrer dans la fonction publique soit comme interprètes, soit dans tous les emplois d'administration civile correspondant à leur qualité.

#### Oeffentliche Zustellung

Meisburger Michael, kaufm. Angestellter in Opfenbach-Litzis, Kläger, Prozeßbevollmächtigter: RA. Dr. Schmidt in Lindau, klagt gegen

Meisburger Albertine, geb. Rhomberg in Dornbirn (Oesterreich), Riedgasse 21, Beklagte, mit dem Antrag: die am 5. September 1921 vor dem kath. Stadtpfarramt in Dornbirn I geschlossene Ehe der Parteien aus Verschulden der Beklagten zu scheiden und der Beklagten die Kosten des Rechtsstreits aufzuerlegen.

Die Zivilkammer des Landgerichts Lindau (B) — Einzelrichter — ladet die Beklagte zur mündlichen Verhandlung des Rechtsstreits in die Sitzung vom

Dienstag, 1. April 1947, vorm. 10 Uhr, Zimmer 12 des Landgerichts Lindau (B).

Stiftsplatz 4, Erdgeschoß

mit der Aufforderung, einen bei diesem Gericht zugelassenen Rechtsanwalt mit ihrer Vertretung zu beauftragen.

Lindau (B), den 8. Januar 1947.

Geschäftsstelle des Landgerichts.

Imprimerie Nationale 52/47 — J. 2046 (RH)

kann auch durch die Militärregierung der französischen Besatzungszone (Direction de l'Éducation Publique) erfolgen.

### Titel III

#### Richtlinien für die Ausbildung und Arbeitsplan

- a) Die Dauer des Studiums beträgt vier oder sechs Semester.
- b) Das Studium hat zum Ziel, die Allgemeinbildung der Studenten und ihnen die vollkommene Beherrschung der erwählten Fremdsprache und die gründliche Kenntnis des Landes dieser Sprache zu vermitteln.
- c) Alle Studenten sind verpflichtet, die der Allgemeinbildung dienenden Vorlesungen zu hören. Diese umfassen folgende Fächer:
- Kulturgeschichte,
  - Philosophie, Psychologie und Geschichte,
  - Internationales, Zivil- und Verwaltungsrecht,
  - Volkswirtschaft,
  - Geographie.

Im übrigen werden die Studenten, der von ihnen gewählte Sprache, und nach dem Diplom, das sie zu erwerben wünschen, den einzelnen Abteilungen entsprechend, zugeteilt.

d) Die Dolmetscher-Hochschule verleiht drei Diplome:

1. das Übersetzerdiplom nach einem Studium von vier Semestern; dieses Diplom bildet den Befähigungsnachweis für eine umfangreiche Allgemeinbildung und für eine gute Kenntnis der belegten Sprache;
2. das Diplom für Handelskorrespondenten nach einem Studium von vier Semestern; dieses Diplom bestätigt die Ausbildung auf dem Gebiete des Handels und der Wirtschaft und die Beherrschung der Handelskorrespondenz in der Fremdsprache;
3. das Dolmetscherdiplom nach einem Studium von sechs Semestern, das nur für die besten Studenten bestimmt ist, welche eines der beiden vorerwähnten Examen bestanden haben und darüber hinaus eine umfassende Allgemeinbildung und gute Kenntnisse der verwaltungs-, wirtschafts- und kulturwissenschaftlichen Fächern besitzen und die Fremdsprache in Wort und Schrift vollendet beherrschen.

e) Die vorgenannten Diplome werden nur über eine Fremdsprache ausgestellt. Der Student hat jedoch die Möglichkeit der Wahl einer zweiten Fremdsprache; die Bescheinigung über dieses Studium wird durch ein zweites Diplom erteilt. Die zweite Sprache kann zugleich mit der Hauptsprache studiert werden; hierfür sind vier Semester vorgeschrieben. Das zusätzliche Examen erstreckt sich nur auf die schriftliche und mündliche Übersetzung der fremdsprachigen Texte in das Deutsche. Dieses Examen muß für Kandidaten, die nicht französisch als Hauptsprache gewählt haben, in jedem Fall die französische Sprache zum Gegenstand haben.

f) Die Prüfungen erstrecken sich gleichzeitig auf die allgemeine Ausbildung und auf die von dem Kandidaten belegten Fächer. Sie umfassen schriftliche und mündliche Arbeiten.

g) Der Vorsitzende der Prüfungskommission ist der Rektor. Der Prüfungskommission müssen ferner angehören ein Vertreter jeder Universität der Zone, ein Vertreter der einzelnen Länderregierungen und ein Vertreter der Militärregierung der französischen Besatzungszone.

### Titel IV

#### Zulassung von Studenten und Charakter der Hochschule.

a) Die Hochschule hat den Charakter eines Internats.

b) Aufgenommen werden junge Leute beiderlei Geschlechts, die im Besitze des Abiturientenzeugnisses, mindestens 17 und höchstens 21 Jahre alt sind.

c) Vom Wintersemester 1947 ab, wird die Aufnahme nur nach Bestehen einer Prüfung stattfinden. Diese Prüfung wird auf die gewählte Fremdsprache beschränkt. Die Zahl der Studenten wird jedes Jahr festgesetzt.

d) Nur das Hochschuldiplom gewährt in der ganzen französischen Zone von gesetzwegen die Berechtigung zur Führung des Titels eines Übersetzers, Handelskorrespondenten oder Dolmetschers. Die Kandidaten, die im Besitze eines solchen Diploms sind, genießen bei einem Gesuch um Einstellung in ein öffentliches Amt, sei es als Dolmetscher oder als Beamter in allen Zweigen der Verwaltung, entsprechend ihrer Eignung bevorzugte Berücksichtigung.

In das Handelsregister A ist heute unter Nr. 113 die Firma Wilhelm Weber, Woll- und Manufakturwaren in Kastellaun, und als ihr Inhaber die Kaufrau Witwe Else Wieck, Kastellaun, eingetragen worden.

Kastellaun, den 11. Dez. 1946.

Amtsgericht Kastellaun.

BAD. GEB. VERS. ANS.

Eing. 21. JAN. 1947